

ON S'ABONNE

A PARIS,

rue de Seine, 16.

Un an. Six m. Trois m.
Paris. 48 fr. 9 fr. 5 fr.
Départements. 50 45 8

Les abonnements datent des
1^{er} et 16 de chaque mois.

LA

TRIBUNE NATIONALE

INSERTIONS.

75 centimes la ligne.

Toutes les lettres non affran-
chies sont expressément refu-
sées.

SOMMAIRE.

Séance de l'Assemblée nationale. — Actes officiels. — Organisation de la garde républicaine. — Arrestation du citoyen Raison, gouverneur du Luxembourg. — Signe distinctif des représentants du peuple. — Démission du secrétaire général de la préfecture. — Nouvelles de Pologne. — Nouvelles d'Italie. — Nouvelles d'Espagne. — Nouvelles d'Allemagne. — Nouvelles des départements. — Arrestation d'un citoyen porteur de lettres suspectes. — Proclamation des Polonais. — Commandite des travailleurs. — Nomination du nouveau préfet de police. — Nouvelles arrestations. — Cours de la Bourse. — Annonces.

PARIS, 17 MAI.

La journée du 15 mai restera comme une grande leçon et un glorieux souvenir. Ce jour-là, le principe de la souveraineté nationale a triomphé, et si on sait profiter de ce triomphe, les destinées de la patrie sont à jamais fixées. Honneur à l'Assemblée nationale! Elle s'est noblement et patriotiquement conduite pendant tout le cours de cette crise formidable. Assaillie dans l'enceinte de ses délibérations par une multitude égarée, que guidaient des chefs insensés ou pervers, elle est restée à son poste, au poste que lui avait assigné la nation généreuse qu'elle représente.

Mais, si nous n'avons que des éloges à donner à l'Assemblée nationale, il n'en est pas de même du pouvoir exécutif. Ce pouvoir est resté au-dessous de sa haute et grave mission. S'il n'a pas déserté la cause de la représentation nationale, s'il ne l'a pas livrée à l'émeute et aux vengeances des factieux, en revanche il n'a rien fait pour prévenir l'attaque audacieuse dirigée contre elle, et il n'a fait que peu de chose pour la défendre.

Eh quoi! dans un moment aussi critique, alors qu'il s'agissait du salut de la chose publique, le gouvernement exécutif et les ministres ne se sont pas constitués en permanence auprès de l'Assemblée menacée! Ils n'ont pas veillé par eux-mêmes à l'exécution de leurs ordres! Ils ont laissé, pendant quatre heures, les neuf cents représentants de la France livrés à tous les outrages! Il a fallu quatre heures pour faire venir un bataillon de la garde nationale, alors qu'au 16 avril, il n'avait fallu que trois quarts d'heure pour la faire accourir tout entière! Une grave responsabilité pèse sur les hommes que la confiance de l'Assemblée venait d'investir du pouvoir; et après ce qui s'est passé, nous ne concevons pas que ces hommes restassent au timon des affaires.

La séance d'hier a mis à nu la faiblesse, la nullité, l'incapacité de la commission exécutive et des ministres. Le préfet de police, M. Caussidière, a pu rejeter sur des ordres supérieurs les fautes qui

lui étaient reprochées; il a pu impunément compromettre le nom de Lamartine, et aucune réponse ne lui a été faite! Les membres de la commission exécutive n'étaient pas même à la séance. Où étaient-ils? Que faisaient-ils pendant qu'on discutait leur conduite, qu'on accusait leur impéritie? Nous espérons qu'aujourd'hui il n'en sera pas de même, et que l'Assemblée, s'ils ne présentent pas une justification satisfaisante, leur retirera un pouvoir dont ils ont si mal usé; nous ajoutons, qu'avertie par l'expérience, ce pouvoir, elle ne s'en dessaisira plus; qu'elle le concentrera tout entier dans ses mains, et qu'à l'avenir elle ne se fiera qu'à elle-même de sa propre sécurité et du salut de la République.

ACTES OFFICIELS DU GOUVERNEMENT.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

Assemblée nationale.

L'Assemblée nationale a adopté le décret dont la teneur suit :

Le citoyen Bureaux de Pusy, l'un des questeurs de l'Assemblée nationale, est spécialement chargé de la comptabilité de ses dépenses; il suffira, pour qu'elles soient valablement payables par le trésorier de l'Assemblée nationale, que les ordonnances ou mandats délivrés pour l'acquittement de toutes les dépenses relatives à l'Assemblée, soient revêtus de la signature de ce citoyen.

Délibéré en séance, à Paris, le 16 mai 1848.

Les présidents et secrétaires,
Buche, F. Degeorge, T. Lacrosse,
Emile Péan.

COMMISSION DU POUVOIR EXÉCUTIF.

La Commission du pouvoir exécutif arrête :

1^{er} Un corps de deux mille hommes d'infanterie et de six cents hommes de cavalerie sera créé pour le service spécial de police de la ville de Paris, sous le nom de *garde républicaine parisienne*;

2^o Les conditions de solde et d'admission dans ces corps seront déterminées par un règlement particulier basé en partie sur les conditions de solde et d'admission dans les corps qui ont droit de dresser procès-verbal;

3^o Ce corps, soldé par la ville de Paris, et placé dans les attributions du ministre de l'intérieur, sera sous les ordres directs du préfet de police.

4^o Il sera procédé immédiatement à la formation de ce corps.

Le ministre de l'intérieur, le maire de Paris et le préfet de police sont chargés de l'exécution du présent décret.

Fait en conseil, au Luxembourg, le 16 mai 1848.

Les membres de la commission du pouvoir exécutif,
F. Arago, Garnier-Pagès, Marie, Lamartine,
Ledru-Rollin.

Le secrétaire,
Pagnerre.

La Commission du pouvoir exécutif arrête :

Art. 1^{er}. Les corps ci-après désignés :

Garde républicaine,

Montagnards,

Lyonnais,

Et autres semblables, sont et demeurent licenciés.

Art. 2. Les hommes provenant de ces corps et qui satisfieront aux conditions d'admission dans la garde répu-

blicaine parisienne, pourront être versés de préférence dans cette garde.

Art. 3. Ceux qui sont encore liés au service militaire, et qui ne pourraient être admis dans la garde parisienne, seront dirigés sur les corps de l'armée auxquels ils appartiennent.

Art. 4. Ceux qui ne seraient dans aucune de ces conditions seront l'objet de mesures spéciales et individuelles prises par le ministre de l'intérieur et le maire de Paris.

Art. 5. Les officiers et sous-officiers, caporaux et soldats qui composent les corps licenciés conserveront leur solde actuelle pendant quinze jours, à dater de la notification du présent arrêté.

Art. 6. Le ministre de l'intérieur, le maire de Paris et le préfet de police restent chargés de l'exécution du présent arrêté.

Fait en conseil au Luxembourg, le 16 mai 1848.

Les membres de la commission du pouvoir exécutif,
ARAGO, GARNIER-PAGÈS, MARIE, LA-
MARTINE, LEDRU-ROLLIN.

Le secrétaire,
PAGNERRE.

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.

DIRECTION DES BEAUX-ARTS.

La Commission chargée de juger le concours de la figure peinte de la République française a terminé ses travaux; elle était composée des citoyens ministre de l'intérieur, Flocon, Lamartine, Félix Pyat, Etienne Arago, Jeanron, Thoré, Charles Blanc, et des peintres désignés par la section de peinture, qui sont les citoyens Ingres, Paul Delaroche, Delacroix, Decamps, Léon Cogniet, Schnetz, Robert Fleury, Meissonnier.

La Commission s'est réunie plusieurs fois dans les salles de l'école, où elle a été présidée, en l'absence du ministre de l'intérieur, par le directeur des beaux-arts.

Avant qu'il fût procédé au jugement, un membre du jury a proposé, au nom de la section de peinture, que l'on portât à 20 le nombre des artistes chargés d'exécuter la figure en grand, et qu'il fût alloué à chacun d'eux une indemnité de 500 fr. Cette proposition, favorablement accueillie par la commission, a été approuvée par le ministre. En conséquence, le jury a procédé au choix des vingt meilleures esquisses, et ce choix s'est arrêté sur celles qui portent les numéros suivants : 441, 76, 310, 586, 400, 504, 582, 590, 197, 511, 561, 547, 251, 270, 180, 298, 241, 75, 235, 234.

La commission a désigné, en outre, cinq esquisses supplémentaires portant les numéros suivants : 525, 2, 157, 70, 412, pour le cas où quelqu'un des artistes désignés dans la première catégorie ne pourrait exécuter la figure en grand.

Le directeur des beaux-arts,
Charles Blanc.

Les questeurs de l'Assemblée nationale préviennent les citoyens que, jusqu'à nouvel ordre, il ne pourra plus être admis de public dans les tribunes : un tassement s'étant opéré dans les tribunes par suite des événements du 15, il en résulte la nécessité de faire des travaux pour consolider la salle.

A dater de ce jour, tous les représentants du peuple portent à leur boutonnière, comme signe distinctif et solennel, une rosette tricolore.

— On assure que M. Raison, gouverneur du Luxembourg, a été arrêté.

— Trouvé Chauvel vient d'être nommé préfet de police, en remplacement de M. Caussidière.

— Le nombre des arrestations opérées avant-hier et hier s'élève à plus de deux cents.

— Le citoyen Caussidière, préfet de police, a envoyé hier soir sa démission à la Commission du pouvoir exécutif qui l'a acceptée.

— Le secrétaire général de la préfecture de police a envoyé sa démission au citoyen ministre de l'intérieur.

— Le citoyen Charles Blanc, frère de Louis Blanc et directeur des Beaux-Arts, a donné sa démission.

— M. Pinel Grandpré a été nommé maire du 12^e arrondissement, en remplacement de M. Gornet.

On a affiché dans le 12^e arrondissement un arrêté du maire de Paris, qui charge M. Langier, chef du 2^e bataillon, du commandement provisoire de la 12^e légion. M. Barbès était le colonel de cette légion.

Voici, d'après les listes trouvées à l'hôtel de ville, comment devait être organisé le nouveau ministère :

Caussidière, à l'intérieur ;
Flocon, aux affaires étrangères ;
Louis Blanc, aux progrès du commerce et de l'agriculture ;

Albert, aux travaux publics ;
Victor Schœlcher, à la marine et aux colonies ;
Pierre Leroux, à la justice ;
Cavaignac, à la guerre ;
Huber, aux finances ;
Proudhon, aux cultes et à l'instruction publique ;
Sobrier, préfet de police.

Pouvoir exécutif : Ledru-Rollin, Barbès, Blanqui, Thorel, maire de Paris.

La protestation suivante a été affichée sur les murs de Paris.

Citoyens représentants,

La personne et les fonctions de représentant du peuple sont sacrées, mais il est des circonstances solennelles dans lesquelles, au nom de l'ordre et de la sûreté publique, justice immédiate doit être faite.

Au moment du danger, le général Courtais a forfait à ses devoirs ; il a abandonné sans direction la garde qu'il commandait.

Il a donné l'ordre écrit de faire entrer les factieux. Sur la proposition d'Huber, Barbès a crié : A bas l'Assemblée ! l'Assemblée est dissoute !

C'est du flagrant délit. Ces hommes doivent être répudiés par la garde nationale, doivent l'être par l'Assemblée et par la France. Nous demandons la déchéance de Barbès et de Courtais comme représentants, la déchéance de Courtais comme général, la mise en accusation de tous les deux.

Justice au nom de la France ! Vivent ses représentants ! vive la République !

(Suivent un grand nombre de signatures.)

BULLETIN DE L'ÉTRANGER.

ESPAGNE. MADRID, le 10 mai. Bourse de Madrid du 14 mai. 5 p. 0,0, 21 1/2 au comptant ; 3 p. 0,0, 14 1/8.

— El Clamor publico a été condamné avant-hier, par le jury, à une amende de 50,000 réaux, et hier à une autre amende de 50,000 réaux. (Heraldo)

— Dans les visites domiciliaires qu'on a faites hier dans différentes maisons, on a trouvé des fusils et des cartouches. (Espana.)

— Un certain émoi a été occasionné hier dans la capitale, par la visite inattendue du capitaine général à la caserne du régiment de cavalerie dit de Villaviciosa. Le régiment a été réuni dans la cour de la caserne, et six officiers ont été envoyés en prison. Le colonel a reçu l'ordre de quitter immédiatement la capitale à la tête de son régiment. Des ordres lui seront donnés à Aranjuez. Le régiment est parti hier dans la soirée. On a fait venir d'Aranjuez, pour le remplacer, le régiment de cavalerie dit de Espana. De nouvelles troupes sont attendues à Madrid.

ITALIE. ROME, 5 mai. Le ministre de l'intérieur, considérant les conditions présentes de l'Italie et les exigences de la cause nationale ;

Ayant considéré qu'en ce moment les provinces des Etats pontificaux manquent de troupes régulières soldées, après avoir entendu le conseil des ministres et les volontés de sa sainteté ; décrète :

1^o La formation d'un corps de 6,000 hommes de réserve ;

2^o Engage S. Exc. le ministre de la guerre à présenter, sans retard, un projet d'exécution le moins coûteux possible pour les populations et le trésor.

MANRIANI.

LIVOURNE, 8 mai. Un bâtiment autrichien a paru. Les Vénitiens, à Livourne, se sont élancés à bord ; ils ont enlevé deux canons et des armes dont on aurait pu se servir contre leurs frères. (L'Alba.)

POLOGNE. — POSEN, 11 mai. La nouvelle s'est répandue aujourd'hui que le général Protowski avait apporté une dépêche par laquelle une amnistie pleine et entière est accordée pour tout ce qui a été fait jusqu'à présent, et annonçant que, dans la partie du grand-duché qui doit être réorganisée dans le sens polonais, on ferait entrer encore quatre cercles à l'exclusion de Posen. Le gouvernement paraît animé de l'esprit le plus conciliant et vouloir arrêter la guerre d'extermination commencée par les généraux de Colomb et Steimacker ; mais nous craignons qu'il soit trop tard. Le peuple a commencé la guerre, et si on l'abandonne à lui-même il brûlera et saccagera tout. Le meilleur moyen de rétablir l'ordre serait peut-être de suivre la marche tracée par le général de Willisen, en transformant en troupes disciplinées les insurgés réunis dans des camps. (Gazette de Cologne.)

On écrit de Berlin : La nouvelle de la reddition des troupes polonaises du duché de Posen s'est malheureusement confirmée. Mieroslawski est prisonnier à Cüstrin ; ses troupes ont mis bas les armes ; mais M. de Pfuel, gouverneur général, se conformant aux ordres du cabinet prussien, va procéder immédiatement à la réorganisation de la partie polonaise de ce duché, selon la convention qui donne une organisation à part et une indépendance de fait, sous le nom de duché de Gnesen, à cette partie de l'ancien royaume de Pologne.

ALLEMAGNE. — Francfort, 15 mai. 51^e séance de la diète germanique, tenue le 21 mai 1848.

Sur une demande adressée par le comité des 50 pour savoir si la copie portée à sa connaissance d'un protocole séparé du 4 mai, relativement à la discussion du projet de la loi fondamentale, était authentique, la commission de révision avait décidé de répondre affirmativement au comité, tout en lui communiquant ledit protocole, ce qui a été approuvé par la diète.

Un rapport du prince Charles de Bavière, commandant en chef des 7^e et 8^e corps d'armée, sur la situation de ces corps et des forteresses fédérales du sud de l'Allemagne, est renvoyé au comité militaire à cause de la question relative à l'établissement de dépôts plus sûrs pour le matériel de l'armement desdites forteresses.

L'envoyé de Prusse communique une pétition de plusieurs milliers d'habitants de la ville et du cercle de Posen qui demandent à être admis dans la confédération germanique.

Le même envoyé porte à la connaissance de la diète que les transports de charbons de terre et de coke continuent d'être effectués sans interruption par bateaux à vapeur en amont du Rhin jusqu'à Andernach, et d'ici par voie de terre ; il ajoute que les autorités civiles et militaires accordent sans relâche à la navigation à vapeur toute la protection possible.

L'envoyé de Bade annonce que, la tranquillité étant rétablie dans le grand-duché, les troupes fédérales d'autres Etats qui y ont été envoyées pour maintenir l'ordre ne sont plus nécessaires. Comme le gouvernement de la Hesse grand-ducale désire en même temps que ses troupes soient rappelées du grand-duché de Bade, la diète a décidé d'inviter le commandant en chef des 7^e et 8^e corps d'armée à effectuer ce rappel quand il le jugera opportun.

Au nom de l'envoyé pour le Luxembourg, il est notifié que les élections pour l'Assemblée nationale ne seront soumises, dans le duché de Limbourg, à aucune restriction qui soit incompatible avec l'arrêté du parlement préparatoire et celui de la diète du 7 avril, et que les élections, qui se feront par voie indirecte, auront lieu les 12 et 16 de ce mois ; la diète décide d'en informer le comité des 50, qui lui a demandé des renseignements à ce sujet.

A la sollicitation du gouvernement luxembourgeois, la diète a décidé d'autoriser le gouverneur de la forteresse de Luxembourg à détacher sous sa propre responsabilité de petites colonnes de troupes pour réprimer les désordres dans le grand-duché, et, au besoin, à les envoyer au delà du rayon de la forteresse, sans préjudice de la sûreté de cette dernière.

Sur le rapport de la commission des réclamations, il a été décidé d'autoriser le sieur Krebs, imprimeur, à publier une édition in-4^e des protocoles de la diète, laquelle

devra paraître immédiatement après qu'ils auront été revêtus des signatures.

Sur une pétition de l'association nationale pour l'émigration allemande en Amérique, il a été décidé de reconnaître les services rendus par cette association, en lui accordant tout l'appui nécessaire dans les mesures générales qui pourraient être proposées, et d'exprimer l'attente que, dans la reconstitution de l'Allemagne, cette importante affaire sera regardée comme une question nationale. (Journal de Francfort.)

BULLETIN DES DÉPARTEMENTS.

Nous lisons dans le Courrier du Nord du 16 :

Nous avons signalé hier le départ de Lille d'une prétendue députation de la garde nationale qui s'est arrogé, sans aucun titre, le droit de la représenter à Paris, lors de la fête du Champ-de-Mars et ailleurs.

Nous revenons encore une fois sur cette usurpation, pour que l'on sache à Paris, dans les ministères surtout, où les prétendus délégués se présenteraient, qu'ils n'ont en réalité aucune mission, et que la garde nationale n'a pas été convoquée ni consultée le moins du monde ; nous voulons qu'il soit bien constaté que les sentiments dont ils se diraient les interprètes, leur sont personnels, et tellement personnels, que la garde nationale de Lille aurait certainement fait un tout autre choix, si elle avait eu à délibérer sur l'envoi de ses représentants. Le sous-officier de canonniers est le seul dont la mission soit réelle, et représente son bataillon.

— On écrit de Valenciennes :

« Hier matin, au moment où la légion de la garde nationale rentrait en ville, de retour de l'exercice, des individus ivres se sont précipités sur les sapeurs ; une lutte s'en est suivie, pendant laquelle une partie de la barbe d'un de nos plus jolis sapeurs est restée dans la main d'un des assaillants.

« Quel motif donner aux violences dont ces individus se sont rendus coupables ? Est-ce aversion pour la barbe ou bien dépit de s'être vu préférer d'autres citoyens pour parader en tête de la légion ? Nous ne savons ; toujours est-il que plainte est ou doit être déposée au parquet, et que l'affaire va s'instruire. »

NOUVELLES DIVERSES.

Sobrier a été arrêté par M. Pons, professeur d'armes, officier du 5^e bataillon de la dixième légion, et, c'est grâce aux efforts généreux de ce citoyen que Sobrier a été sauvé des violences que la foule, qui le suivait, voulait exercer contre lui. — Il a été confié au colonel du 2^e dragons, et il a écrit de suite une lettre à ses amis pour les prévenir qu'il allait être conduit à la préfecture de police.

— Ne voyant personne dans les immenses appartements qu'occupait le personnel de la Commune de Paris, on se demandait où pouvaient s'être réfugiés tous ces fuyards. — Les gardes nationaux font des feux de paille dans les cheminées ; les pompiers enfoncent à coup de hache les armoires et les placards. C'est alors, que tout à coup, une cinquantaine de montagnards, sortent de toutes parts, et sont aussitôt pris par la garde nationale ; et c'est avec une peine extrême qu'ils ont pu les préserver du péril dont ils étaient menacés par l'immense foule qui les suivait.

— Un grand nombre d'arrestations ont été faites par suite de papiers trouvés dans les bureaux de la Commune de Paris, de la Vraie république, chez Barbès, Albert et Cabet.

— Il y a toujours quatre pièces de canon braquées dans la cour du nord de l'hôtel de ville.

— Les préparatifs de la fête du Champ de Mars sont provisoirement suspendus.

— Le général Baraguay-d'Hilliers est, dit-on, nommé commandant supérieur des forces destinées à protéger l'Assemblée nationale.

— Hier au soir et ce matin, presque tous les délégués des départements qui étaient venus pour assister à la fête de la Fraternité, au nombre de 4 à 5,000, ont quitté Paris. Tous les embarcadères des chemins étaient encombrés de voyageurs.

— On s'occupe en ce moment de créer une garde mobile à cheval. Elle sera formée de cinq escadrons.

Les officiers et sous-officiers instructeurs, ainsi que les adjudants-majors et adjudants, seront détachés des régiments de l'armée, dont ils conserveront les uniformes.

Les jeunes gens qui font, depuis deux mois, le service de messagers de cabinet au ministère de l'intérieur seront placés comme officiers dans le corps.

On lit dans le *Courrier de Paris* :

Il vient de s'ouvrir, dans le deuxième arrondissement, une commission nationale des travailleurs, dans le but de reporter vers l'agriculture, qui manque de bras en France, les forces qui font défaut dans les grandes villes manufacturières; de développer la production agricole sur laquelle repose la richesse réelle de notre pays; de fertiliser dix millions d'hectares de terres qui ne produisent rien; de donner immédiatement de l'ouvrage productif pour le pays à des milliers de bras inoccupés par suite de la crise financière, industrielle et commerciale, et de fournir aux populations flottantes des centres manufacturiers la possibilité de devenir propriétaires du sol qu'elles cultiveront.

Les bras ni les terres ne manqueront : il s'agit des capitaux nécessaires pour mettre le Gouvernement en mesure d'avancer aux travailleurs les sommes indispensables pour un long terme. C'est dans ce but que des souscriptions sont ouvertes dans le deuxième arrondissement, et nous avons la satisfaction d'annoncer que, comme dans le huitième arrondissement, qui a pris l'initiative de la mesure, elles se couvrent de signatures.

— C'est le 2^e bataillon de la garde mobile qui a fait sortir de la salle de l'Assemblée nationale les personnes qui avaient osé l'envahir. Un officier de ce bataillon a sauvé le général Courtais des suites de l'exaspération dont il était l'objet.

— On a arrêté à l'hôtel de ville, et dans les groupes formés sur divers points de la capitale, plusieurs individus qui paraissaient être du nombre des insurgés; ils ont été immédiatement conduits, sous bonne escorte, à la préfecture de police. Plusieurs de ces individus étaient armés de poignards et de pistolets, et sur quelques-uns d'entre eux on a trouvé des lettres de chefs de complot.

Le citoyen Ernest Mendez a arrêté, rue de Rivoli, un individu portant un grand nombre de pièces adressées à des chefs d'atelier.

Ces pièces portaient en marge : *Gouvernement provisoire*. Elles étaient conçues en ces termes :

« Je prie M.... de se rendre immédiatement à l'hôtel de ville pour constituer la délégation du peuple.

« Le Secrétaire général,

Au-dessous de la signature était le cachet de la mairie de Paris.

Ces lettres ont été remises à la questure de l'Assemblée nationale.

— La proclamation suivante a été affichée sur tous les murs de Paris.

Citoyens de Paris,

Au nom de la Pologne, sœur de la France, au nom de la liberté si chèrement conquise, point de guerre civile ! C'est la voix d'un Polonais, républicain comme vous, qui vous avertit et vous supplie de reprendre vos travaux; ne faites pas de la sainte cause polonaise une arme contre vous-mêmes !

* Songez que chaque balle qui atteindrait l'un de vous tuerait le frère d'un Polonais !

Laissez les représentants que vous avez choisis délibérer librement et non pas sous la menace d'une violence; ils ne prendront que les décisions conformes à votre honneur et à vos sentiments. Les généreux accents qui ont déjà retenti dans l'Assemblée nationale trouveront un écho dans vos cœurs; ne les laissez pas étouffer par la voix de la discorde ?

Ne donnez pas à vos ennemis le prétexte de calomnier la *Liberté* en l'appelant désordre; que le mot de *Fraternité* que vous avez inscrit sur vos bannières ne soit pas une vaine devise, et que l'indépendance de la Pologne soit le fruit d'une étreinte de *paix* et d'*union* de toute la nation française ! *Vive la France ! Vive la Pologne !*

15 mai 1848.

CHRISTIAN OSTROWSKI.

— Hier, M. Lamartine a quitté le Luxembourg à cinq heures avec M. Caussidière, qui devait envoyer sa démission au Gouvernement. Ils ont fait route ensemble jusqu'au pont Saint-Michel; là, ils se sont séparés. M. Caussidière a été à la préfecture de police calmer et dissoudre, selon sa promesse, la garde républicaine.

M. de Lamartine a harangué la garde nationale et les troupes de ligne. Il a été emporté au milieu des acclamations et de l'enthousiasme universel, jusque dans une maison où on lui a amené une voiture qui l'a reconduit chez lui. Les officiers ont été obligés de faire battre le tambour pour lui ouvrir un passage. Grâce à ses paroles, toutes les inimitiés sont tombées, et les deux troupes fraternisent en ce moment.

— On lit dans le *Courrier de Paris* :

Nous venons de parcourir les boulevards et les quais. Paris offre l'aspect d'une ville occupée militairement. Tous les quais, depuis le pont Notre-Dame jusqu'à Chailot, sont remplis de piquets de garde mobile et de bataillons de gardes nationaux qui défilent devant la Chambre. Tous les abords de l'Assemblée nationale sont encombrés de troupes, et quatre pièces de canon sont placées devant la porte de l'Assemblée.

Le pont de la Concorde est interdit à la circulation, il n'y a que les gardes nationaux qui puissent le traverser. Partout et sur tous les ponts une force imposante est déployée; deux pièces de canon et une compagnie de voltigeurs de la ligne, colonel en tête, sont établis sur le quai de la Préfecture et des Orfèvres.

L'on découvre de loin, sur le quai de la Grève et sur la place de l'hôtel de ville, une nuée de baïonnettes qui reflètent les rayons du soleil et qui offrent un magnifique spectacle. Les abords de l'hôtel de ville sont gardés avec le même soin que ceux de la Chambre et de la préfecture. Les consignes les plus sévères sont données aux sentinelles, et les tambours ont reçu l'ordre de ne pas s'éloigner d'un seul instant de leurs compagnies respectives.

Le général en chef de la garde nationale, le citoyen Clément Thomas, suivi d'un nombreux état-major, parcourt toutes les lignes occupées par les troupes, et de nouveaux cris de *Vive Thomas !* se font entendre sur son passage. La garde marine est campée dans la cour du Palais-National. L'on voit peu de soldats de la garde républicaine.

La garde nationale, la ligne et la garde mobile se saluent à chaque instant par les cris de : *Vive la République ! vive la ligne ! vive la garde mobile ! vive la garde nationale !* Nous pouvons dire, sans craindre de nous tromper beaucoup, qu'il y a aujourd'hui sur pied plus de cent mille hommes.

L'ordre vient d'être donné à la garde nationale qui occupe l'hôtel des Postes de se tenir prête à escorter jusqu'aux barrières les malles-postes et les courriers qui partiront ce soir de Paris.

Toute la journée, l'hôtel de ville et ses environs ont été gardés par la 4^e légion de la garde nationale.

Dès neuf heures, ce matin, l'autorité militaire prenait, au Palais-Bourbon, et tout à l'entour dans un très-grand rayon, des mesures de sûreté.

La 4^e légion prenait position dans le jardin des Tuileries, sous le massif du midi; le 10^e bataillon de la garde mobile occupait la terrasse du bord de l'eau. La grille du Pont-Tournant était fermée; la terrasse des Feuillants était occupée par le 25^e bataillon de la garde mobile.

La place de la Concorde et le pont étaient entièrement interdits à toute circulation. La place était occupée par les états-majors, la garde nationale et les 8^e et 15^e bataillons de la mobile. Le quai d'Orsay, les rues de Lille, de l'Université, de Bourgogne, la place, les cours et jardins du Palais-Bourbon étaient couverts de baïonnettes de la garde nationale de toute arme et de la garde mobile.

L'esplanade des Invalides elle-même était occupée par la troupe.

Le Louvre a été fermé toute la journée.

De nombreuses patrouilles circulaient dans tous les quartiers.

La tranquillité la plus grande régnait partout. Seulement, sur les quais, les places, les boulevards, on rencontrait de nombreux attroupements, dans lesquels on parlait de la tentative d'hier.

A midi, le rappel était battu dans plusieurs arrondissements. On parlait aussi de nombreux rassemblements d'ouvriers dans les plaines de la banlieue.

L'instruction criminelle, commencée dès hier par les soins de M. Landrin, procureur de la République, se poursuit avec activité et continuera sans désenchaner.

On annonçait que la Cour d'appel devait évoquer la connaissance de l'affaire. C'est une erreur. Nous croyons pouvoir affirmer que l'instruction suivra son cours ordinaire.

Aujourd'hui, M. Crémieux, ministre de la justice, est venu au Palais. Il s'y était rendu pour prendre connaissance par lui-même des faits qui se passaient en ce moment à la préfecture.

Les galeries du Palais et la cour du Harlay étaient occupées militairement par la garde républicaine qui bivouaquait près de ses armes en faisceau.

A deux heures, et au moment où, comme nous le racontions plus bas, la garde nationale bloquait de toutes parts la préfecture de police, tous les magistrats, tous les

employés des greffes et des parquets ont quitté le Palais, où il n'est plus resté que les piquets armés de la garde républicaine.

— Hier au soir Paris était dans le plus grand calme. La plupart des détachements de la garde nationale étaient rentrés dans leurs quartiers.

De nouvelles arrestations ont été opérées dans la soirée.

— On a arrêté et saisi hier dans les environs de la rue de Lille, du côté du local de l'Assemblée nationale, une voiture chargée de cartouches et d'armes.

On a dit, à tort, que le citoyen Caussidière avait fait relâcher plusieurs insurgés, arrêtés dans la journée de lundi dernier. Parmi les individus amenés à la préfecture, deux seulement étaient parvenus à s'échapper par fraude; mais ils ont été immédiatement repris par la garde nationale, et on s'est empressé de les recommander particulièrement aux agents chargés du soin de les garder.

Il est juste de reconnaître que le citoyen Caussidière a montré, dans le poste difficile qu'il avait accepté, un caractère ferme et énergique qui a servi à nous préserver de malheurs incalculables. C'est certainement à son zèle et à son activité infatigables que nous devons, en grande partie, le maintien de l'ordre si difficile à rétablir après toute révolution.

ASSEMBLÉE NATIONALE.

Séance du 17 Mai.

PRÉSIDENCE DE M. BUCHEZ.

La séance est ouverte à midi. Lecture est faite du procès-verbal de la séance d'hier.

UN MEMBRE propose d'insérer au procès-verbal un blâme de la conduite du président, dans la séance du 15 de ce mois.

M. LACROSSE propose la question préalable.

La question préalable est adoptée.

Le procès-verbal est pareillement adopté.

Une proposition semblable faite contre un membre du Gouvernement, dont le nom ne parvient pas jusqu'à nous, est également écartée par les questions préalables.

M. LE PRÉSIDENT dépose sur le bureau des adresses de la garde nationale du Havre et de Cambrai; il annonce que des bataillons des départements sont arrivés en armes pour prêter main-forte à l'Assemblée nationale.

L'Assemblée leur vote des remerciements à l'unanimité.

M. LE PRÉSIDENT. Je vais lire une lettre du citoyen Caussidière, que je reçois à l'instant.

Citoyen président,

J'ai l'honneur de vous annoncer que je donne ma démission des fonctions de représentant à l'Assemblée nationale.

Salut et fraternité.

CAUSSIDIÈRE.

L'Assemblée est-elle d'avis d'accepter la démission ?

Plusieurs voix. Oui ! oui !

D'autres voix demandent qu'on mette l'acceptation aux voix.

M. GERMAIN SARRUT. Le sentiment qui animait le citoyen Caussidière en écrivant cette lettre est facile à comprendre. Après les événements de lundi, un mot très-grave, celui de justification, a été prononcé.

En cet état de choses, il ne lui restait qu'à en appeler à l'opinion publique; c'est ce qu'il a fait.

La question préalable est demandée; elle est adoptée.

M. le rapporteur chargé de la vérification des élections de la Corse fait son rapport.

Le bureau avait proclamé :

MM. Napoléon Bonaparte.

Etienne Conte.

Pierre Marie.

Casa-Bianca.

Louis Blanc.

Chacun sait qu'une loi spéciale proscrit la famille Bonaparte; mais cette loi, la Révolution de février a dû l'annuler.

Il y a déjà un précédent dans cette Assemblée, en faveur de M. Murat, placé dans la même position, et qui, cependant, a été admis.

M. le rapporteur rend compte de diverses irrégularités ainsi que des protestations qui ont été adressées au sujet des élections de la Corse. Si ces protestations étaient admises, l'élection de M. Louis Blanc serait annulée, et il serait remplacé par M. Abbattucci.

En ce moment, on remet à M. le président une lettre qui annonce que le dossier de la Corse, égaré dans la séance de lundi, a été retrouvé.

M. le rapporteur conclut à l'admission des élections sauf celle de M. Louis Blanc, dont il propose l'annulation, ainsi que l'admission de M. Abbatucci à sa place.

M. Louis Blanc déclare n'avoir aucune qualité pour contester les faits exposés, et annonce qu'en ce qui le concerne, il votera l'annulation de l'élection. Il est prêt également à voter une enquête.

M. LE RAPporteur. L'enquête serait inutile, et n'amènerait aucun résultat.

Les conclusions de la commission sont adoptées. L'élection de M. Louis Blanc est annulée; l'élection de M. Abbatucci, comme représentant de la Corse, est validée. Il est proclamé représentant.

L'ordre du jour appelle la nomination, par scrutin de listes des dix-huit membres qui doivent former la commission de constitution.

L'Assemblée procède à cette opération.

Le scrutin achevé, M. le Président met aux voix la question de savoir si l'élection aura lieu à la majorité absolue ou à la majorité relative.

L'Assemblée décide que la nomination sera faite à la majorité absolue.

MM. les Scrutateurs procèdent au dépouillement du scrutin.

M. LE PRÉSIDENT. L'Assemblée nationale est impatiente, dans les graves circonstances où nous nous trouvons, d'entendre quelques paroles du Gouvernement. Or, le Gouvernement est ici maintenant réuni tout entier. Je propose à MM. les représentants de vouloir bien reprendre leurs places.

L'Assemblée obtempère à cette invitation.

La parole est au ministre de l'intérieur.

M. RECURT. Citoyens, j'annonce à l'Assemblée nationale que la plus grande tranquillité règne dans la capitale.

La Commission exécutive a nommé le général Cavaignac ministre de la guerre.

Le citoyen Trouvé-Chauvel est nommé préfet de police.

La garde républicaine, qui occupait la préfecture de police, l'a évacuée sans contestation, et occupe en ce moment d'autres lieux de casernement. Il va être procédé à l'organisation du corps dont on a ordonné le licenciement.

Citoyens,

Vous avez solennellement proclamé la République; il importe de couper court à toute espérance, à toute pensée de retour à la monarchie.

Il importe de mettre la République à l'abri de tentatives insensées ou de coupables espérances.

Le crime commis par des factieux dans la personne des représentants appelle des mesures fortes et efficaces.

Les uns l'attaquent par des tentatives insensées; d'autres par des manœuvres réactionnaires.

(Murmures.)

Nous vous demandons, citoyens, d'atteindre à la fois les uns et les autres.

En conséquence, j'ai l'honneur de proposer à l'Assemblée les décrets suivants :

L'Assemblée nationale considérant que le droit de réunion et d'association n'existe que dans les limites de la sûreté générale, que l'association armée présente de graves dangers qu'il importe de prévenir.

Décète :

1° Toute réunion armée est interdite ;

2° Quiconque apportera dans une réunion des armes ostensibles ou cachées, sera puni d'un emprisonnement de 15 mois à 2 ans.

La Commission du pouvoir exécutif ne présente pas contre les cris séditieux, les excitations à la révolte, de nouvelles lois; ces lois existent; elles seront appliquées; mais ces lois seront remises en harmonie avec nos nouvelles institutions;

Voici un second décret. La Commission du pouvoir exécutif décrète :

Le territoire de la France, interdit à la branche aînée des Bourbons, est interdit à Louis-Philippe et à sa famille. (Une voix : Bravo.) Voilà, citoyens, les communications que j'avais à faire; j'y ajoute la proposition d'accorder des récompenses aux veuves et aux enfants des gardes nationaux morts dans la journée du 15 mai.

M. LE MINISTRE DE LA JUSTICE. J'ai l'honneur de présenter, au nom de la Commission du pouvoir exécutif, la communication suivante :

La commission du pouvoir exécutif, considérant que ses pouvoirs doivent être définis clairement et sans équivoque, soumet à l'Assemblée le projet de décret suivant :

1° Les membres de la Commission du pouvoir exécutif ne prendront point part aux délibérations de l'Assemblée nationale.

Les ministres pourront néanmoins y rester présents. Les membres de la commission du pouvoir exécutif devront se rendre au lieu de l'Assemblée toutes les fois qu'elle aura pris une résolution à cet effet.

Ils auront le droit d'être entendus toutes les fois qu'ils le demanderont.

Le ministre lit ensuite le projet du décret suivant :

« Le président de l'Assemblée aura le droit de faire battre le rappel; mais à la Commission du pouvoir exécutif seule, appartient le droit de prendre toutes les mesures de sûreté nécessaires.

« Tels sont les décrets que j'ai l'honneur de déposer sur le bureau. »

Un membre propose de les renvoyer à la commission du règlement. Il ajoute :

« Hier, un vote de confiance a été accordé au Gouvernement.

« Je ne le regrette pas; mais les projets qu'on vient de lire dépassent les limites que nous avons voulu donner à cette confiance. »

M. DUVERGIER DE HAURANNE.

Il s'agit de savoir, citoyens, si vous voulez violer le décret que vous avez voté hier.

Hier, vous avez décidé qu'entre les projets du Gouvernement et ceux des membres de l'Assemblée il n'y aurait désormais aucune différence; on ne tient aucun compte de votre décision; on propose de renvoyer les projets sans discussion dans les bureaux.

C'est là ce qu'hier vous avez aboli.

« Citoyens,

Voici ce qu'il y a à faire. Qu'on déclare l'urgence; sinon que les formes voulues par le règlement soient observées. Je demande le rappel au règlement. (Adhésions nombreuses.)

M. FLOCON. Citoyens, le gouvernement entend que, par les projets qu'il vient présenter, on devra suivre les formes établies hier par l'Assemblée. Cela doit être compris ainsi.

Le ministre des finances, M. Duclerc, dépose une proposition tendante à autoriser le Gouvernement à reprendre la direction et la possession des chemins de fer.

M. TRÉLAT. Citoyens, depuis plusieurs jours la circulation était interrompue sur le chemin de fer du Nord; elle est aujourd'hui rétablie. J'ajouterai que nous avons trouvé, au débarcadère du chemin de fer, des gardes nationales d'Amiens, de Cambrai et de Meaux, qui viennent offrir leur appui à l'Assemblée nationale. La deuxième légion s'est empressée de fraterniser avec ces braves. Citoyens, il importe de rendre à chaque industrie ses véritables instruments de labeur; il rentre dans le devoir du ministre des travaux publics d'appliquer tous ses soins à ce but important. En conséquence, j'apporte le projet de décret suivant.

Le ministre lit un décret par lequel il est ouvert, au budget de l'exercice de 1848, des crédits jusqu'à concurrence de 15 millions,

1° Pour continuer le paiement des ateliers nationaux;

2° Pour créer des travaux productifs.

M. LE PRÉSIDENT. Je viens de recevoir d'un membre le projet d'une proclamation de l'Assemblée au peuple français. Cette proposition d'urgence sera examinée demain, comme les propositions qui viennent d'être faites.

On demande la lecture immédiate de la proclamation.

L'Assemblée vote des remerciements aux gardes nationales de Cambrai, d'Amiens et de Meaux.

M. Crémieux, ministre de la justice, revient sur l'observation du décret de l'Assemblée relatif aux propositions qui lui sont faites. Ce décret n'a pas été signifié au pouvoir exécutif. Il doit y avoir une différence entre les propositions des membres de l'Assemblée et celles que fait le Gouvernement.

Le décret a prévu l'urgence; mais, dans ce cas, il exige que l'annonce de la proposition soit faite la veille. Eh quoi! le Gouvernement reçoit une nouvelle grave; il doit prendre une mesure immédiate, et vous voulez qu'il attende au lendemain!

Plusieurs voix. Non! non!

M. DUVERGIER DE HAURANNE. M. le ministre n'a pas lu le *Moniteur*; car tous les cas ont été prévus et discutés.

L'orateur, pour le prouver, donne lecture d'un passage de cette discussion dans le *Moniteur*.

L'Assemblée, quand elle n'a pas établi de privilège en faveur des propositions des ministres, elle a su ce qu'elle faisait; elle doit maintenir l'intégralité de son décret.

(Vives réclamations de divers côtés de l'Assemblée.)

M. DE HAURANNE. Pourquoi cette différence? Nous sommes tous souverains; tous républicains; à ce titre, tous égaux. Ne laissez pas établir à la place de la royauté une espèce de pentarchie.

M. FLOCON. Nous ne demandons à personne la date de son républicanisme; quiconque fait partie de cette Assemblée, est à nos yeux, un bon et vrai républicain. Arrivant à l'objet en discussion, l'orateur demande si les termes du décret s'appliquent à des circonstances comme celles où nous nous trouvons. Quand l'Assemblée nationale a nommé un gouvernement elle doit lui donner des moyens d'action. C'est justement à cause du principe républicain de notre constitution, que le pouvoir que la république a établi soit fort, unitaire, et en état de réprimer les factieux. (Approbation.) Je demande que l'Assemblée se prononce sur cette question.

Aux voix! aux voix!

M. SARRANS. Cette Assemblée me paraît se trop occuper d'un passé à jamais détruit.

Pour moi, je suis résolu à suivre d'un œil jaloux tous les actes du pouvoir, mais avec la résolution aussi de lui donner toute la force dont il peut avoir besoin.

Si donc, un décret voté hier a lié les mains au pouvoir, en cas d'urgence, un nouveau vote doit lui rendre la liberté qui lui est nécessaire pour accomplir son devoir.

UN MEMBRE. Nul de nous ne veut lier le gouvernement; mais je demande à l'Assemblée de maintenir son décret. (Le tumulte couvre la voix de l'orateur.)

M. VIVIEN. Permettez-moi, citoyens, d'exprimer ma profonde douleur des divisions de partis qui viennent d'éclater à propos d'un sujet qui doit y être complètement étranger.

Je suis inquiet de la facilité avec laquelle on propose à l'Assemblée nationale de revenir sur les votes. Si l'on peut croire que les décrets votés aujourd'hui peuvent être rapportés le lendemain, elle cessera d'inspirer la confiance et d'exercer une autorité morale sur le pays.

L'orateur établit que le décret dont on se plaint n'ôte au gouvernement aucune des prérogatives qui lui sont nécessaires.

On a parlé d'urgence, de patrie en danger; mais, citoyens, pour de telles occurrences nous avons reconnu qu'il n'y avait pas de règlement. Je vous supplie, citoyens, de ne pas vous déjuger.

M. TRÉLAT, ministre du commerce, combat ce que vient de dire le préopinant. Il soutient qu'on ne peut gouverner si on est tenu, à tout instant du jour, de faire connaître à l'Assemblée nationale toutes les résolutions prises.

(De toutes parts : La clôture.)

La clôture de la discussion est adoptée.

M. LE PRÉSIDENT. L'Assemblée maintient son décret. Quiconque voudra y provoquer des modifications, devra déposer une proposition spéciale.

M. Jules Favre est à la tribune; il insiste pour être entendu; l'Assemblée s'y refuse.

M. JULES FAVRE. Citoyens, il faut que cette séance finisse d'une manière digne, et que vous m'écoutez.

De toutes parts. A l'ordre! à l'ordre!

L'Assemblée entière se lève, quitte ses places et demande le rappel à l'ordre.

Le tumulte est à son comble.

M. le président se couvre.

La séance est interrompue.

A la reprise de la séance, M. le président dit :

Citoyens, j'ai rappelé le citoyen Favre à l'ordre. En vertu du règlement, il a le droit de se justifier.

M. Jules Favre dit qu'il n'a pu entrer dans son intention de manquer de respect à la Chambre. S'il a eu ce tort, il le regrette, et il le confesse.

L'orateur propose ensuite un ordre du jour motivé portant que le décret d'hier, relatif aux propositions faites à l'Assemblée, ne s'applique pas aux propositions du pouvoir.

M. Dupin soutient que le décret doit être maintenu, et ne peut être modifié que par une proposition nouvelle.

Il demande l'ordre du jour pur et simple, sauf demain à examiner les propositions de modifications qui seraient proposées.

(Aux voix! aux voix!)

M. MARRAST appuie l'ordre du jour motivé. Il s'écrie : Destituez votre commission exécutive, mais ne lui rendez pas l'exercice du pouvoir impossible par d'injurieuses entraves.

L'ordre du jour motivé est mis aux voix.

Il est adopté.

Demain examen dans les bureaux des projets de décrets apportés par le gouvernement.

A midi séance publique, achèvement du scrutin pour le choix de la Commission de constitution.

La séance est levée à 8 heures.

LA TRIBUNE DU PEUPLE, Journal d'éducation politique et sociale, résumé des nouvelles et des questions les plus importantes de la semaine, paraissant tous les dimanches.

La *Tribune du Peuple*, ainsi que son titre l'annonce, est destinée à remplacer, pour l'artisan des villes et l'habitant des campagnes, les journaux quotidiens, auxquels ils n'ont ni le temps ni les moyens de recourir.

Elle les tiendra informés de la politique intérieure et extérieure de la France, leur fera connaître les actes du Gouvernement et les discussions de l'Assemblée nationale, en leur en faisant connaître le sens et la portée. Elle leur expliquera toutes les questions politiques et sociales à l'ordre du jour, et les mettra à même de juger, en connaissance de cause, la conduite et les votes de leurs représentants.

LA LOI DU PEUPLE, par les citoyens Deschappelles et O'Reilly. Prix : 25 cent.

Henri GIRALDON, éditeur, rue de Seine 16.

BOURSE DE PARIS. — 16 MAI 1848.

Le 5 p. 0/0, ouvert à 48, a fait 48 50 au plus haut et a fermé à 48 25.

Le 5 p. 0/0, ouvert à 71 50, a fait 72 50 au plus haut et a fermé à 71 50.

Bons du Trésor, 50.

Actions de la Banque, 1,575, 1,595, 1,585, 1,590, 1,580, 1,585, 1,590, 1,575, 1,585, 1,580, 1,575.

Versailles (rive droite), 420. — Versailles (rive gauche), 105. — Paris à Orléans, 555 25. — Rouen au Havre, 200. —

Marseille à Avignon, 200. — Strasbourg à Bâle, 85. — Orléans à Vierzon, 247 50. — Nord, 545 75. — Paris à Strasbourg, 335 75. — Tours à Nantes, 555. ».

Le Rédacteur en chef, BENJAMIN LAROCHE.

Le Directeur gérant, J.-B. GIRALDON.

Imp. Schneider, rue d'Erfort, 4.